

Bruxelles, le 2 février 2022
(OR. en)

5897/22

PUBLIC 5
INF 15

NOTE

Objet: RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL - OCTOBRE 2021

Le présent document dresse la liste des actes¹ adoptés par le Conseil en octobre 2021^{2 3}.

Il contient des informations sur l'adoption d'actes législatifs et non législatifs, notamment:

- la date d'adoption,
- la session pertinente du Conseil,
- la cote du document adopté,
- la référence au Journal officiel,
- la référence au procès-verbal de la session du Conseil lors de laquelle l'acte a été adopté.

¹ Pour faciliter la lecture, les "titres courts" utilisés dans les ordres du jour du Conseil sont également mentionnés (en italique).

² À l'exception de certains actes de portée limitée tels que les décisions de procédure, les nominations, les décisions budgétaires ponctuelles, etc. sauf s'ils sont adoptés selon la procédure écrite.

³ En ce qui concerne les actes législatifs adoptés dans le cadre de la procédure législative ordinaire, il est possible que la date de la session du Conseil au cours de laquelle l'acte a été adopté diffère de la date effective de l'acte en question, étant donné que les actes législatifs relevant de la procédure législative ordinaire ne sont considérés comme adoptés qu'après leur signature par le président du Conseil et le président du Parlement européen, ainsi que par les secrétaires généraux respectifs des deux institutions.

Le présent document est également disponible à l'adresse suivante:

[Relevé mensuel des actes du Conseil \(actes\) - Consilium](#)

Les documents mentionnés dans le relevé figurent dans le registre public des documents du Conseil à l'adresse suivante: [Documents et publications - Consilium](#).

S'ils ne sont pas directement disponibles, une demande d'accès à des documents peut être introduite à l'adresse suivante:

<https://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/public-register/request-document-form/>

Il est à noter que le présent document est publié uniquement à des fins d'information - seuls les procès-verbaux du Conseil font foi. Ils sont disponibles sur le site web du Conseil à l'adresse suivante: [Procès-verbaux du Conseil - Consilium](#)

INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTES ADOPTÉS PAR LE CONSEIL EN OCTOBRE 2021

3814^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires économiques et financières), tenue à Luxembourg le 5 octobre 2021
(procès-verbal: 12669/21 + ADD 1)

ACTES LÉGISLATIFS

ACTE	DOCUMENT
<i>Règlement portant prorogation de la durée de la protection communautaire des obtentions végétales</i> Règlement (UE) 2021/1873 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2021 portant prorogation de la durée de la protection communautaire des obtentions végétales pour les variétés de l'espèce <i>Asparagus officinalis</i> L. et des groupes d'espèces des bulbes à fleurs, des plantes ligneuses à petits fruits et des plantes ligneuses ornementales JO L 378 du 26.10.2021, p. 1	PE 50/21
<i>Décision du Conseil relative à l'association outre-mer, y compris le Groenland</i> Décision (UE) 2021/1764 du Conseil du 5 octobre 2021 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne, y compris les relations entre l'Union européenne, d'une part, et le Groenland et le Royaume de Danemark, d'autre part (décision d'association outre-mer, y compris le Groenland) JO L 355 du 7.10.2021, p. 6	8988/21
<i>Position du Conseil sur le PBR n° 5/2021: aide humanitaire aux réfugiés en Turquie</i> Décision du Conseil du 5 octobre 2021 portant adoption de la position du Conseil concernant le projet de budget rectificatif n° 5 de l'Union européenne pour l'exercice 2021 JO C 406I du 8.10.2021, p. 2	12166/21

ACTES NON LÉGISLATIFS

<i>Décision d'exécution du Conseil autorisant la Hongrie à introduire une mesure particulière dérogatoire à l'article 193 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée</i> Décision d'exécution (UE) 2021/1775 du Conseil du 5 octobre 2021 modifiant la décision d'exécution (UE) 2018/789 autorisant la Hongrie à introduire une mesure particulière dérogatoire à l'article 193 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée <u>JO L 360 du 11.10.2021, p. 110</u>	11645/21
<i>Décision d'exécution du Conseil autorisant la Hongrie à introduire une mesure particulière dérogatoire à l'article 26, paragraphe 1, point a), et aux articles 168 et 168 bis de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée</i> Décision d'exécution (UE) 2021/1774 du Conseil du 5 octobre 2021 modifiant la décision d'exécution (UE) 2018/1493 autorisant la Hongrie à introduire une mesure particulière dérogatoire à l'article 26, paragraphe 1, point a), et aux articles 168 et 168 bis de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée <u>JO L 360 du 11.10.2021, p. 108</u>	11621/21
<i>Décision d'exécution du Conseil autorisant l'Italie à appliquer des taux réduits de taxation au gazole utilisé pour le chauffage et à l'électricité, fournis dans la commune de Campione d'Italia</i> Décision d'exécution (UE) 2021/1777 du Conseil du 5 octobre 2021 autorisant l'Italie à appliquer des taux réduits de taxation au gazole utilisé pour le chauffage et à l'électricité, fournis dans la commune de Campione d'Italia <u>JO L 360 du 11.10.2021, p. 115</u>	11665/21
<i>Décision d'exécution du Conseil modifiant la décision 2009/791/CE autorisant l'Allemagne à proroger l'application d'une mesure dérogeant à l'article 168 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée</i> Décision d'exécution (UE) 2021/1776 du Conseil du 5 octobre 2021 modifiant la décision 2009/791/CE autorisant la République fédérale d'Allemagne à proroger l'application d'une mesure dérogeant à l'article 168 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée <u>JO L 360 du 11.10.2021, p. 112</u>	11662/21
<i>Décision d'exécution du Conseil autorisant l'Allemagne à appliquer une mesure particulière dérogatoire à l'article 193 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée</i> Décision d'exécution (UE) 2021/1778 du Conseil du 5 octobre 2021 autorisant la République fédérale d'Allemagne à appliquer une mesure particulière dérogatoire à l'article 193 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée <u>JO L 360 du 11.10.2021, p. 117</u>	11666/21

<i>Décision d'exécution du Conseil modifiant la décision d'exécution 2009/1013/UE autorisant la République d'Autriche à proroger l'application d'une mesure dérogeant à l'article 168 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée</i> Décision d'exécution (UE) 2021/1779 du Conseil du 5 octobre 2021 modifiant la décision d'exécution 2009/1013/UE autorisant la République d'Autriche à proroger l'application d'une mesure dérogeant à l'article 168 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée JO L 360 du 11.10.2021, p. 120	11667/21
<i>Décision d'exécution du Conseil modifiant la décision 2009/790/CE autorisant la République de Pologne à appliquer une mesure dérogatoire à l'article 287 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée</i> Décision d'exécution (UE) 2021/1780 du Conseil du 5 octobre 2021 modifiant la décision 2009/790/CE autorisant la République de Pologne à appliquer une mesure dérogatoire à l'article 287 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée JO L 360 du 11.10.2021, p. 122	11668/21
<i>Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations en vue d'un accord entre l'UE et le Royaume-Uni en ce qui concerne Gibraltar</i> Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations en vue d'un accord entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, en ce qui concerne Gibraltar	12178/21 + ADD 1
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre au nom de l'UE concernant la modification de la définition du terme "céréale" ou "céréales" dans la convention sur le commerce des céréales</i> Décision (UE) 2021/1787 du Conseil du 5 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil international des céréales en ce qui concerne la modification de la définition du terme "céréale" ou "céréales" dans la convention sur le commerce des céréales de 1995 JO L 359 du 11.10.2021, p. 103	11629/21
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre au nom de l'UE au sein du comité d'association UE-Ukraine dans sa configuration "Commerce"</i> Décision (UE) 2021/1797 du Conseil du 5 octobre 2021 relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du comité d'association dans sa configuration "Commerce" institué par l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, en ce qui concerne la modification de l'appendice XVII-3 (Règles applicables aux services de télécommunication), de l'appendice XVII-4 (Règles applicables aux services postaux et de courrier) et de l'appendice XVII-5 (Règles applicables au transport maritime international) à l'annexe XVII dudit accord JO L 361 du 12.10.2021, p. 48	11492/21

<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre au nom de l'UE au sein du comité spécialisé de la pêche</i> Décision (UE) 2021/1765 du Conseil du 5 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, pour la période 2021-2026, au sein du comité spécialisé de la pêche institué par l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part JO L 355 du 7.10.2021, p. 135	11885/21
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre l'UE et la République de Corée sur certains aspects des services aériens</i> Décision (UE) 2021/1790 du Conseil du 5 octobre 2021 relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et la République de Corée sur certains aspects des services aériens JO L 363 du 12.10.2021, p. 1	5210/21
Accord entre l'Union européenne et la République de Corée sur certains aspects des services aériens JO L 363 du 12.10.2021, p. 3	15082/19
<i>Décision d'exécution du Conseil au titre du règlement FRR</i> Décision d'exécution du Conseil relative à l'approbation de l'évaluation du plan pour la reprise et la résilience pour Malte	11941/21 + ADD 1

3815 ^e session du Conseil de l'Union européenne (Environnement), tenue à Luxembourg le 6 octobre 2021 (procès-verbal: 12674/21 + ADD 1)	
ACTES LÉGISLATIFS	
<i>Règlement modifiant le règlement Aarhus (CE) n° 1367/2006</i> Règlement (UE) 2021/1767 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2021 modifiant le règlement (CE) n° 1367/2006 concernant l'application aux institutions et organes de la Communauté européenne des dispositions de la convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement JO L 356 du 8.10.2021, p. 1	63/21

3816^e session du Conseil de l'Union européenne (Justice et affaires intérieures), tenue à Luxembourg les 7 et 8 octobre 2021
(procès-verbal: 12675/21 + ADD 1)

ACTES LÉGISLATIFS

<i>Directive "carte bleue"</i> Directive (UE) 2021/1883 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2021 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié, et abrogeant la directive 2009/50/CE du Conseil JO L 382 du 28.10.2021, p. 1	40/21
--	-------

ACTES NON LÉGISLATIFS

<i>Nominations à Europol en 2021: Décision du Conseil portant prolongation du mandat du directeur exécutif</i> Décision (UE) 2021/1798 du Conseil du 7 octobre 2021 portant prolongation du mandat du directeur exécutif d'Europol JO L 361 du 12.10.2021, p. 50	11877/21
<i>Décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord modifiant l'accord visant à faciliter la délivrance de visas entre l'UE et Cabo Verde</i> Décision (UE) 2021/1831 du Conseil du 7 octobre 2021 relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et la République de Cabo Verde modifiant l'accord visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour aux citoyens de la République du Cap-Vert et de l'Union européenne JO L 371 du 19.10.2021, p. 3	5034/21
Accord entre l'Union européenne et la République de Cabo Verde modifiant l'accord entre l'Union européenne et la République du Cap-Vert visant à faciliter la délivrance de visas de court séjour aux citoyens de la République du Cap-Vert et de l'Union européenne JO L 371 du 19.10.2021, p. 5	5035/21
<i>Décision d'exécution du Conseil concernant des mesures en matière de visas à l'encontre de la Gambie</i> Décision d'exécution (UE) 2021/1781 du Conseil du 7 octobre 2021 relative à la suspension de certaines dispositions du règlement (CE) n° 810/2009 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la Gambie JO L 360 du 11.10.2021, p. 124	11748/21

<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen - Liechtenstein (coopération policière)</i> Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2020 de l'application, par le Liechtenstein, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la coopération policière	12049/21
<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen - France (retours)</i> Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2021 de l'application, par la France, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la politique de retour	12051/21
<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen - Chypre (retours)</i> Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de 2020 sur le plan du respect, par Chypre, des conditions nécessaires à l'application de l'acquis de Schengen dans le domaine de la politique de retour	12054/21
<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen - Chypre (coopération policière)</i> Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation destinée à remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de Chypre pour 2021 sur le plan du respect des conditions nécessaires à l'application de l'acquis de Schengen dans le domaine de la coopération policière	12056/21
<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen - Chypre (frontières extérieures)</i> Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation destinée à remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de Chypre pour 2021 sur le plan du respect des conditions nécessaires à l'application de l'acquis de Schengen dans le domaine de la gestion des frontières extérieures	12058/21
<i>Recommandation (UE) 2020/912 du Conseil concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction - Modification de l'annexe I</i> Recommandation (UE) 2021/1782 du Conseil du 8 octobre 2021 modifiant la recommandation (UE) 2020/912 concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction JO L 360 du 11.10.2021, p. 128	12521/21

3817^e session du Conseil de l'Union européenne (Agriculture et pêche), tenue à Luxembourg les 11 et 12 octobre 2021 (procès-verbal: 12769/21 + ADD 1)

ACTES NON LÉGISLATIFS

<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre par l'UE lors de la septième session de la réunion des parties à la convention d'Aarhus (RdP 7) en ce qui concerne les affaires ayant trait au respect des dispositions</i> DÉCISION DU CONSEIL relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la septième session de la réunion des parties à la convention d'Aarhus en ce qui concerne les affaires ACCC/C/2008/32, ACCC/C/2015/128, ACCC/C/2013/96, ACCC/C/2014/121 et ACCC/C/2010/54 ayant trait au respect des dispositions	12238/21
<i>Décision du Conseil concernant des mesures restrictives de lutte contre la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques</i> Décision (PESC) 2021/1799 du Conseil du 11 octobre 2021 modifiant la décision (PESC) 2018/1544 concernant des mesures restrictives de lutte contre la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques JO L 361 du 12.10.2021, p. 51	11784/21
<i>Décision du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Nicaragua - réexamen</i> Décision (PESC) 2021/1800 du Conseil du 11 octobre 2021 modifiant la décision (PESC) 2019/1720 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Nicaragua JO L 361 du 12.10.2021, p. 52	11985/21
Avis à l'attention des personnes faisant l'objet des mesures restrictives prévues par la décision (PESC) 2019/1720 du Conseil, modifiée par la décision (PESC) 2021/1800 du Conseil, et par le règlement (UE) 2019/1716 du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Nicaragua JO C 413 du 12.10.2021, p. 9	11986/21
Avis à l'attention des personnes concernées auxquelles s'appliquent les mesures restrictives prévues par la décision (PESC) 2019/1720 du Conseil et le règlement (UE) 2019/1716 du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Nicaragua JO C 413 du 12.10.2021, p. 10	11986/21

<i>Décision et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine</i> Décision (PESC) 2021/1792 du Conseil du 11 octobre 2021 modifiant la décision 2014/145/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 359I du 11.10.2021, p. 6	12266/21
Règlement d'exécution (UE) 2021/1791 du Conseil du 11 octobre 2021 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 269/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 359I du 11.10.2021, p. 1	12268/21
Avis à l'attention des personnes faisant l'objet des mesures restrictives prévues par la décision 2014/145/PESC du Conseil, modifiée par la décision (PESC) 2021/1792 du Conseil, et par le règlement (UE) n° 269/2014 du Conseil, mis en œuvre par le règlement d'exécution (UE) 2021/1791 du Conseil concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO C 413 du 12.10.2021, p. 5	12269/21
Avis à l'attention des personnes concernées auxquelles s'appliquent les mesures restrictives prévues par la décision 2014/145/PESC du Conseil et le règlement (UE) n° 269/2014 du Conseil concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO C 413 du 12.10.2021, p. 7	12269/21

3818^e session du Conseil de l'Union européenne (Emploi, politique sociale, santé et consommateurs), tenue à Luxembourg le 15 octobre 2021
(procès-verbal: 12890/21 + ADD 1)

ACTES NON LÉGISLATIFS

<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE au sein de la convention d'Helsinki en ce qui concerne l'adoption d'une recommandation visant à modifier l'annexe III, partie II, de ladite convention</i> Décision du Conseil relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein de la commission pour la protection de l'environnement marin de la mer Baltique en ce qui concerne l'adoption d'une recommandation visant à modifier l'annexe III, partie II, de la convention sur la protection de l'environnement marin de la zone de la mer Baltique, 1992	12169/21
<i>Décision du Conseil établissant la position de l'UE au sein du comité mixte en ce qui concerne l'adoption d'une décision modifiant l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE</i> Décision (UE) 2021/1836 du Conseil du 15 octobre 2021 établissant la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du comité mixte institué par l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique en ce qui concerne l'adoption d'une décision modifiant ledit accord JO L 372 du 20.10.2021, p. 16	12369/21
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE au sein du comité mixte en ce qui concerne la modification de la décision établissant une liste de personnes membres d'un groupe spécial d'arbitrage au titre de l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'UE</i> Décision (UE) 2021/1837 du Conseil du 15 octobre 2021 relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne au sein du comité mixte institué par l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique en ce qui concerne la modification de la décision dressant une liste de vingt-cinq personnes disposées et aptes à siéger comme membres d'un groupe spécial d'arbitrage au titre de l'accord JO L 372 du 20.10.2021, p. 20	12372/21
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE au sein du Conseil international du sucre en ce qui concerne la prorogation de l'accord international de 1992 sur le sucre</i> Décision (UE) 2021/1843 du Conseil du 15 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil international du sucre en ce qui concerne la prorogation de l'accord international de 1992 sur le sucre JO L 373 du 21.10.2021, p. 90	12197/21

<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE au sein du Conseil international du sucre en ce qui concerne la prorogation de l'accord international de 1992 sur le sucre</i> Décision (UE) 2021/1851 du Conseil du 15 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil international du sucre en ce qui concerne les amendements de l'accord international de 1992 sur le sucre et le calendrier de leur mise en œuvre JO L 374 du 22.10.2021, p. 49	12289/21
<i>Nomination du président de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF)</i> Décision d'exécution du Conseil relative à la nomination du président de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF)	12334/21
<i>Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations en vue de modifier l'accord d'entraide judiciaire entre l'UE et le Japon</i> Décision du Conseil autorisant l'ouverture de négociations avec le Japon en vue de modifier l'accord entre l'Union européenne et le Japon relatif à l'entraide judiciaire en matière pénale	12141/21 + ADD 1
<i>Décision du Conseil lançant la mission de formation militaire de l'Union européenne au Mozambique (EUTM Mozambique)</i> Décision (PESC) 2021/1818 du Conseil du 15 octobre 2021 lançant la mission de formation militaire de l'Union européenne au Mozambique (EUTM Mozambique) JO L 368 du 18.10.2021, p. 5	12218/21
3819^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires étrangères), tenue à Luxembourg le 18 octobre 2021 (procès-verbal: 12951/21 + ADD 1)	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
<i>Décision du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'EIIL (Daech) et d'Al-Qaida et de personnes, groupes, entreprises et entités associés - réexamen</i> Décision (PESC) 2021/1825 du Conseil du 18 octobre 2021 modifiant la décision (PESC) 2016/1693 concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'EIIL (Daech) et d'Al-Qaida et de personnes, groupes, entreprises et entités associés JO L 369 du 19.10.2021, p. 14	12046/21
Décision du Conseil modifiant la décision (PESC) 2016/1693 concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'EIIL (Daech) et d'Al-Qaida et de personnes, groupes, entreprises et entités associés - Exposés des motifs	12047/21
Avis à l'attention des personnes faisant l'objet des mesures restrictives prévues par la décision (PESC) 2016/1693 du Conseil, modifiée par la décision (PESC) 2021/1825 du Conseil, et par le règlement (UE) 2016/1686 du Conseil instituant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de l'EIIL (Daech) et d'Al-Qaida ainsi que des personnes physiques et morales, des entités ou des organismes qui leur sont liés JO C 423 du 19.10.2021, p. 2	12048/21

Avis à l'attention des personnes concernées auxquelles s'appliquent les mesures restrictives prévues par la décision (PESC) 2016/1693 du Conseil et par le règlement (UE) 2016/1686 du Conseil instituant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de l'EIL (Daech) et d'Al-Qaida ainsi que des personnes physiques et morales, des entités ou des organismes qui leur sont liés JO C 423 du 19.10.2021, p. 4	12048/21
<i>Décision et règlement du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine - transposition des mesures décidées par les Nations unies</i> Décision (PESC) 2021/1823 du Conseil du 18 octobre 2021 modifiant la décision 2013/798/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine JO L 369 du 19.10.2021, p. 11	11778/21
Règlement (UE) 2021/1819 du Conseil du 18 octobre 2021 modifiant le règlement (UE) n° 224/2014 concernant des mesures restrictives eu égard à la situation en République centrafricaine JO L 369 du 19.10.2021, p. 1	11780/21
<i>Décision du Conseil concernant le règlement du personnel du Centre satellitaire de l'Union européenne</i> Décision (PESC) 2021/1838 du Conseil du 18 octobre 2021 modifiant la décision (PESC) 2017/824 concernant le règlement du personnel du Centre satellitaire de l'Union européenne JO L 372 du 20.10.2021, p. 24	12215/21
<i>Décision du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi</i> Décision (PESC) 2021/1826 du Conseil du 18 octobre 2021 modifiant la décision (PESC) 2015/1763 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi JO L 369 du 19.10.2021, p. 15	12329/21
Avis à l'attention des personnes faisant l'objet des mesures restrictives prévues par la décision (PESC) 2015/1763 du Conseil, modifiée par la décision (PESC) 2021/1826 du Conseil, et par le règlement (UE) 2015/1755 du Conseil, mis en œuvre par le règlement d'exécution (UE) 2020/1578 du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi JO C 423 du 19.10.2021, p. 5	12330/21
Avis à l'attention des personnes concernées auxquelles s'appliquent les mesures restrictives prévues par la décision (PESC) 2015/1763 du Conseil et le règlement (UE) 2015/1755 du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi JO C 423 du 19.10.2021, p. 6	12330/21

<i>Décision du Conseil sur le Collège européen de sécurité et de défense - budget</i> Décision (PESC) 2021/1824 du Conseil du 18 octobre 2021 modifiant la décision (PESC) 2020/1515 instituant un Collège européen de sécurité et de défense (CESD) JO L 369 du 19.10.2021, p. 13	11329/21
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE au sein du conseil d'association avec le Royaume hachémite de Jordanie en ce qui concerne la définition de la notion de "produits originaires" et les méthodes de coopération administrative</i> Décision (UE) 2021/1844 du Conseil du 18 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, en ce qui concerne une modification du protocole n° 3 dudit accord relatif à la définition de la notion de "produits originaires" et aux méthodes de coopération administrative JO L 373 du 21.10.2021, p. 91	11792/21 11793/21
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE sur la prorogation de la validité des priorités du partenariat UE-Égypte</i> Décision (UE) 2021/1853 du Conseil du 18 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République arabe d'Égypte, d'autre part, concernant la prorogation de la validité des priorités du partenariat UE-Égypte jusqu'à l'adoption par le Conseil d'association de nouvelles priorités actualisées pour le partenariat JO L 374 du 22.10.2021, p. 54	12252/21 12260/21
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE sur la prorogation de la validité des priorités du partenariat UE-Algérie</i> Décision (UE) 2021/1852 du Conseil du 18 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part, concernant la prorogation de la validité des priorités du partenariat UE-Algérie jusqu'à l'adoption par le Conseil d'association de nouvelles priorités actualisées pour le partenariat JO L 374 du 22.10.2021, p. 52	12251/21 12258/21

<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE sur la prorogation de la validité des priorités du partenariat UE-Jordanie</i> Décision (UE) 2021/1854 du Conseil du 18 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et le Royaume hachémite de Jordanie, d'autre part, concernant la prorogation de la validité des priorités du partenariat UE-Jordanie jusqu'à l'adoption par le Conseil d'association de nouvelles priorités de partenariat JO L 374 du 22.10.2021, p. 56	12253/21 12261/21
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE sur la prorogation de la validité des priorités du partenariat UE-Liban</i> Décision (UE) 2021/1855 du Conseil du 18 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil d'association établi par l'accord euro-méditerranéen instituant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part, concernant la prorogation de la validité des priorités du partenariat UE-Liban jusqu'à l'adoption par le Conseil d'association de nouveaux documents conjoints actualisés JO L 374 du 22.10.2021, p. 58	12254/21 12263/21
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE concernant la prorogation de la validité des priorités stratégiques UE-Tunisie</i> Décision (UE) 2021/1856 du Conseil du 18 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil d'association institué par l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République tunisienne, d'autre part, concernant la prorogation de la validité des priorités stratégiques UE-Tunisie jusqu'à l'adoption par le Conseil d'association de nouvelles priorités stratégiques actualisées JO L 374 du 22.10.2021, p. 60	12255/21 12265/21

3820^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires générales), tenue à Luxembourg le 19 octobre 2021 (procès-verbal: 13100/21 + ADD 1)	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
<i>Décision du Conseil portant agrément du commissaire aux comptes extérieur de la Banca d'Italia</i> Décision (UE) 2021/1869 du Conseil du 19 octobre 2021 modifiant, en ce qui concerne le commissaire aux comptes extérieur de la Banca d'Italia, la décision 1999/70/CE concernant les commissaires aux comptes extérieurs des banques centrales nationales JO L 379 du 26.10.2021, p. 6	11970/21
<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen – Autriche (coopération policière)</i> Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation pour 2020 de l'application, par l'Autriche, de l'acquis de Schengen dans le domaine de la coopération policière	12629/21
Procédure écrite achevée le 22 octobre 2021	CM 5066/21
Décision (UE) 2021/1875 du Conseil du 22 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union, lors des consultations annuelles avec le Royaume-Uni en vue d'un accord sur les totaux admissibles des captures JO L 378 du 26.10.2021, p. 6	12596/21
Procédure écrite achevée le 22 octobre 2021	CM 5014/21
<i>Décision et règlement du Conseil concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo</i> Décision (PESC) 2021/1866 du Conseil du 22 octobre 2021 modifiant la décision 2010/788/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo JO L 377 du 25.10.2021, p. 33	12580/21
Règlement (UE) 2021/1863 du Conseil du 22 octobre 2021 modifiant le règlement (CE) n° 1183/2005 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé à la République démocratique du Congo JO L 377 du 25.10.2021, p. 1	12582/21

<i>Décision du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République de Guinée - Réexamen</i> Décision (PESC) 2021/1867 du Conseil du 22 octobre 2021 modifiant la décision 2010/638/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République de Guinée JO L 377 du 25.10.2021, p. 34	12649/21
Avis à l'attention des personnes faisant l'objet des mesures restrictives prévues par la décision 2010/638/PESC du Conseil, modifiée par la décision (PESC) 2021/1867 du Conseil, et par le règlement (UE) n° 1284/2009 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de la République de Guinée JO C 430 du 25.10.2021, p. 4	12650/21
Avis à l'attention des personnes concernées auxquelles s'appliquent les mesures restrictives prévues par la décision 2010/638/PESC du Conseil et par le règlement (UE) n° 1284/2009 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de la République de Guinée JO C 430 du 25.10.2021, p. 5	12650/21
Procédure écrite achevée le 25 octobre 2021	CM 4978/21
Décision (UE) 2021/1882 du Conseil du 25 octobre 2021 relative aux contributions financières à verser par les parties au Fonds européen de développement pour financer ce Fonds, en ce qui concerne la troisième tranche 2021 JO L 380 du 27.10.2021, p. 20	12690/21
Procédure écrite achevée le 27 octobre 2021	CM 5176/21
Sixième réunion du Conseil d'association UE-Moldavie (Bruxelles, 28 octobre 2021)	13131/21
Procédure écrite achevée le 27 octobre 2021	CM 5236/21
Décision (UE) 2021/1918 du Conseil du 28 octobre 2021 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du Comité mixte de l'EEE en ce qui concerne une modification du protocole 31 de l'accord EEE concernant la coopération dans des secteurs particuliers en dehors des quatre libertés et du protocole 37 de l'accord EEE comportant la liste prévue à l'article 101 (Programme spatial de l'Union) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) JO L 389 du 4.11.2021, p. 19	12906/21 12908/21

Procédure écrite achevée le 27 octobre 2021	CM 5146/21
Règlement (UE) 2021/1888 du Conseil du 27 octobre 2021 établissant, pour 2022, les possibilités de pêche pour certains stocks halieutiques et groupes de stocks halieutiques applicables dans la mer Baltique et modifiant le règlement (UE) 2021/92 en ce qui concerne certaines possibilités de pêche dans d'autres eaux JO L 384 du 29.10.2021, p. 1	12692/21 + COR 1
Procédure écrite achevée le 28 octobre 2021	CM 5007/21
Décision (PESC) 2021/1893 du Conseil du 28 octobre 2021 modifiant la décision 2010/573/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre des dirigeants de la région de Transnistrie (République de Moldavie) JO L 384 du 29.10.2021, p. 108	12712/21
Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5263/21
Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (CCLAT) – Neuvième session de la conférence des parties (COP9), en ligne, 8-13 novembre 2021 Position commune concernant le point 6.4 de l'ordre du jour (fonds d'investissement)	13022/21
Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5251/21
Intention de la Commission de signer, lors de la 26 ^e conférence des parties (COP26) à la CCNUCC, au nom de l'UE, la feuille de route FACT comprenant une déclaration conjointe et une déclaration des présidents - Autorisation de signer la déclaration	13252/21
Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5249/21
Intention de la Commission de signer, lors de la 26 ^e conférence des parties (COP26) à la CCNUCC, au nom de l'UE, la déclaration conjointe en faveur de la protection et de la gestion durable des forêts du bassin du Congo - Autorisation de signer la déclaration	13251/21
Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5248/21
Intention de la Commission de signer, lors de la 26 ^e conférence des parties (COP26) à la CCNUCC, au nom de l'UE, l'engagement mondial en faveur d'un financement des forêts - Autorisation de signer la déclaration	13250/21
Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5247/21
Intention de la Commission de signer, lors de la 26 ^e conférence des parties (COP26) à la CCNUCC, au nom de l'UE, la déclaration de Glasgow sur les forêts et l'utilisation des terres - Autorisation de signer la déclaration	13249/21

Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5246/21
Partenariat pour une transition énergétique juste en soutien à la transition juste en Afrique du Sud - Autorisation de signer un instrument non contraignant	13202/21
Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5242/21
Recommandation (UE) 2021/1896 du Conseil du 29 octobre 2021 modifiant la recommandation (UE) 2020/912 du Conseil concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE et la possible levée de cette restriction JO L 388 du 3.11.2021, p. 1	12958/21
Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5211/21
Décision d'exécution du Conseil relative à l'approbation de l'évaluation du plan pour la reprise et la résilience de la Roumanie	12319/21 + ADD 1
Décision d'exécution du Conseil relative à l'approbation de l'évaluation du plan pour la reprise et la résilience pour la Finlande	12524/21 + ADD 1
Décision d'exécution du Conseil relative à l'approbation de l'évaluation du plan pour la reprise et la résilience pour l'Estonie	12532/21 + ADD 1
Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5203/21
Intention de la Commission de signer, lors de la 26 ^e conférence des parties (COP26) à la CCNUCC, au nom de l'UE, le projet de déclaration des dirigeants sur l'agenda de rupture (Breakthrough Agenda) - Autorisation de signer la déclaration	13225/21
Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5163/21
<i>Mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits - notifications préalables</i> Motifs d'inscription modifiés envisagés pour les personnes figurant à l'annexe de la décision (PESC) 2020/1999 du Conseil et à l'annexe I du règlement (UE) 2020/1998 du Conseil concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits	10912/21
Avis à l'attention des personnes concernées auxquelles s'appliquent les mesures restrictives prévues par la décision (PESC) 2020/1999 du Conseil et le règlement (UE) 2020/1998 du Conseil concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits JO C 446 du 3.11.2021, p. 11	10912/21

Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 5130/21
Addendum aux conclusions du Conseil sur le financement de l'action climatique	12203/21 ADD 1
Procédure écrite achevée le 29 octobre 2021	CM 4968/21
Décision (UE) 2021/1919 du Conseil du 29 octobre 2021 relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne en ce qui concerne l'adoption d'une décision, dans le cadre d'une procédure écrite, par les participants à l'arrangement sur les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, en vue de réviser l'accord sectoriel sur la production d'électricité à partir de charbon figurant à l'annexe VI dudit arrangement JO L 389 du 4.11.2021, p. 21	12622/21 12623/21